

MOTION - Les élus du Département du Nord attendent du Gouvernement que l'Etat lui garantisse les moyens de maintenir ses politiques

Le poids croissant des dépenses sociales effectuées pour le compte de l'Etat asphyxie le Département du Nord et lui ôte toute capacité d'action. Depuis 2004, les difficultés financières s'accroissent en raison de l'absence d'une compensation juste et pérenne du financement des trois allocations individuelles de solidarité nationale (RSA, APA, PCH), et pour l'essentiel le RSA.

Cette situation remet en cause l'égalité territoriale, fragilise la capacité d'action et d'investissement du Département du Nord, comme celle de nos acteurs économiques, sociaux ou associatifs, qui font vivre l'ensemble de nos territoires. En décidant d'abandonner les Départements, l'Etat abandonne les populations les plus fragiles et les territoires dont le seul tort est de compter un nombre important d'allocataires du RSA. L'Etat inflige ainsi au Département du Nord une double peine.

La prise en charge du coût croissant de ces allocations n'est plus supportable du fait de l'inadéquation structurelle entre ressources et dépenses. L'Etat doit être capable d'assumer ses responsabilités essentielles à l'égard de nos concitoyens les plus fragiles. Sans solution pérenne, notre modèle social ne pourra plus être garanti. Le Pacte républicain sera rompu.

Au nom de la cohérence, l'Etat doit garantir à notre département ainsi qu'à nos communes les moyens d'exercer leurs compétences.

A défaut de porter la nécessaire réforme des finances locales, il est attendu du Gouvernement qu'il prenne à sa charge, à partir de 2016, le coût du RSA au-delà du montant intégré à notre compte administratif de 2014 qui s'élève déjà à hauteur de 606 millions d'euros, montant uniquement partiellement compensé à hauteur de 318M€. Les élus du Département du Nord attendent également du Gouvernement l'adoption de mesures permettant de ralentir l'envolée des dépenses sociales, que les Départements servent au nom de l'Etat. Il n'est plus question de subir des dépenses nouvelles, qu'elles soient imposées par voie législative ou réglementaire.

Depuis quatre ans, notre Département a démontré son volontarisme, en s'associant à des groupes de travail conjoints entre Matignon et l'ADF, chargés de trouver une solution commune.

Sans marge financière, nous avons désormais besoin de décisions urgentes et non plus d'un énième cycle de discussions, qui s'assimile à une volonté du gouvernement à repasser le dossier de la compensation du RSA à son successeur.

Faute d'avancées, le Département du Nord ne pourra inscrire dans son budget la totalité du coût des dépenses sociales et risque de ne plus pouvoir assumer ses compétences en matière d'investissement dans les collèges et sur nos routes départementales qui nécessitent souvent de lourds travaux de sécurité, et de soutien aux investissements communaux et intercommunaux, à l'heure où les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics attendent des collectivités locales une relance de l'investissement public.

En l'absence d'engagement de l'Etat, le Département sera non seulement dans l'incapacité de financer le RSA, mais risque en outre de ne plus pouvoir assumer ses compétences. En aucun cas les élus départementaux n'endosseront la responsabilité politique du retrait de l'Etat et de l'abandon de nos concitoyens.

Conseil départemental 1^{er} Février 2016

